



## EHPAD et Services d'aide, d'accompagnement et de soins à domicile : Madame Buzyn, le compte n'y est pas !

La ministre des solidarités et de la santé a présenté son plan de mesures pour mieux prendre en charge la dépendance. Elles ne répondent pas aux attentes et aux revendications des salarié.e.s pour l'amélioration de la prise en charge des personnes âgées.

Ces annonces étaient pourtant très attendues par les salarié.e.s, les personnes âgées et leurs familles.

Pour éviter l'engorgement des urgences, elle préconise la présence d'infirmier.e.s mutualisé.e.s d'astreinte de nuit sur plusieurs établissements alors que nous réclamons une présence d'infirmier.e.s 24H/24H dans tous les établissements.

Par ailleurs, rien n'est prévu pour assurer une présence de médecins permettant d'assurer un suivi quotidien des résident.e.s.

Le montant des dotations supplémentaires est très insuffisant et ne correspond en rien aux besoins validés par l'intersyndicale et l'association des directeurs d'établissement. Notre revendication est simple, il s'agit d'obtenir un encadrement correspondant à 1 soignant.e par résident.e.

Ce chiffre ne correspond qu'à un simple rattrapage de ce qui existe dans d'autres pays européens. Le retard pris par la France nécessite aujourd'hui un plan de création de 200 000 emplois dans les établissements.

Enfin, aucune mesure n'a été annoncée en faveur du secteur de l'aide et de l'accompagnement à domicile. Cette situation est inadmissible tant pour nos aînés que les professionnel.le.s.

À la suite des deux journées d'action du 31 janvier et du 15 mars 2018 qui ont mobilisé très massivement les personnels des EHPAD et services de soins, d'aide et d'accompagnement à domicile, avec un soutien massif de la population, nous ne pouvons que constater que la Ministre et le gouvernement ne répondent pas à une véritable urgence sanitaire. C'est la

preuve d'un véritable mépris envers les personnes âgées, leurs familles et les salarié.e.s qui les prennent en charge au quotidien.

Nous appelons les personnels à se mobiliser de nouveau pour obtenir les moyens pour une prise en charge digne et sécurisée des personnes âgées.

**Conférence de presse intersyndicale** - vendredi 1<sup>er</sup> juin 2018 à 14H00  
au siège de la CFDT, 47-49 avenue Simon Bolivar, 75019 Paris.

Montreuil, le 31 mai 2018